

Minute : 56/2013

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

DU 21 Février 2013

JURIDICTION DE PROXIMITÉ DE BREST

RG 91-12-000006

JUGEMENT DU 21 Février 2013

DEMANDEURS :

Madame M
représentée par Me BALEY Eric, avocat au barreau de BREST

Monsieur M
représenté par Me BALEY Eric, avocat au barreau de BREST

D'UNE PART

DÉFENDERESSES :

Société Fournisseur Y
non comparante

S. A. A , venant aux droits du fournisseur Y
représentée par Me NOTHUMB Yann, avocat au barreau de LORIENT

D'AUTRE PART



COMPOSITION DU TRIBUNAL :

PRÉSIDENT : Mme Henriette MORENAS, Juge de Proximité au Tribunal d'Instance de BREST

GREFFIER ayant assisté aux débats : Mme LE GOAZIGO

DÉBATS à l'audience publique du **18 décembre 2012**

JUGEMENT CONTRADICTOIRE EN DERNIER RESSORT mis à disposition au greffe, à la date qui a été indiquée par la Présidente à l'issue des débats.

.../...

EXPOSE DU LITIGE

Par exploit du 3 janvier 2012 Monsieur M. et Madame M. son épouse ont fait citer la Société Y devant la juridiction de céans aux fins d'obtenir sa condamnation au paiement d'une somme de 2400 € au titre de dommages et intérêts pour manquement à ses obligations contractuelles de fourniture d'électricité, outre 1200 € au titre de l'article 700 du CPC et demande d'exécution provisoire.

Propriétaires d'une maison au C. ils ont déploré depuis leur installation en 2002 des microcoupures d'électricité à répétition qui les ont conduits à saisir le médiateur de l'Energie pour les désordres consécutifs à leur chaudière, à l'ordinateur et au congélateur avec perte consécutive des denrées alimentaires ;

Après expertise, le Médiateur a recommandé à Y de proposer aux époux M un dédommagement de 2400 € TTC. Le refus d'Y de payer a justifié la saisine de la juridiction.



A l'audience du 18 décembre 2012, les époux M sont représentés par leur Conseil qui dépose des écritures auxquelles il est expressément référé.

Ils prennent acte de l'intervention volontaire d'A, la distribution d'énergie électrique relevant de la responsabilité exclusive de cette Société.

Ils font valoir qu'aux termes des conditions générales de vente d'électricité, A s'engage à une fourniture continue et de qualité hors les cas relevant de la force majeure ou de circonstances exceptionnelles lesquelles n'existent pas en l'espèce, et au visa des articles 1134 et 1147 du code civil, ils entendent que soit prononcée la responsabilité d'A fondée sur le rapport du Médiateur de l'Energie en date du 22 septembre 2010, et sur l'aveu implicite de sa responsabilité par A qui a opéré un changement de schéma d'exploitation après reconnaissance que les réseaux haute tension de 3 communes, dont Le C. étaient affectés de défauts nécessitant des actions correctives.

Ils font également valoir qu'aucune disposition contractuelle n'impose aux usagers de protéger leurs installations par un onduleur, d'autant que les agents d'A ont validé leur installation en octobre 2009.

Ils sollicitent en conséquence le bénéfice de leur exploit introductif d'instance.

La Société A est représentée par son Conseil qui dépose des écritures auxquelles il est pareillement référé.

A fait valoir que c'est au consommateur de veiller à ce que ses installations soient équipées notamment d'un onduleur pour faire face à des situations exceptionnelles ou à des perturbations liées à l'exploitation en régime normal du réseau.

Dans la mesure où les époux M ne justifient pas d'une telle protection, A estime que sa responsabilité n'est pas engagée.

La société d'Electricité conteste le quantum de la demande pour omission de l'indemnisation faire par l'assureur des demandeurs, de nature à les faire bénéficier d'un enrichissement sans cause. A conteste également la facture de réparation de la chaudière au motif que, datée du 29 mai 2009, elle est antérieure aux faits litigieux.

A conclut en conséquence au débouté de la demande et à l'allocation d'une somme de 1000 € au titre de l'article 700 du CPC.

MOTIFS

Il est constant que les époux M ont souscrit auprès d' Y un abonnement en échange duquel cette Société s'engage à leur fournir de l'énergie électrique de qualité et sans interruption.

Aux termes de l'article 5-1 de ses conditions générales de vente, A dont la juridiction constate l'intervention volontaire en tant qu'unique responsable de la distribution d'énergie, s'engage à assurer une fourniture d'électricité de qualité et de tout mettre en œuvre pour assurer une fourniture continue, hors les cas de force majeure ou la survenance de circonstances exceptionnelles.

Tout en invitant ses clients à prendre des précautions élémentaires pour se prémunir contre les conséquences de ses interruptions, la Société confirme rester responsable du non respect de ses propres obligations contractuelles .

Ce litige sera dès lors examiné au visa combiné des articles 1134 et 1147 du code civil relatifs respectivement à la bonne foi dans l'exécution des conventions et à la nature des obligations contractuelles et leurs conséquences.

Dans la présente espèce il n'est pas contesté que les époux M ont été victimes de coupures de courant à répétition.

L'examen du rapport déposé par le Médiateur national de l'Energie le 22 septembre 2010, permet de constater outre la réalité des désordres subis par les demandeurs quant à leur chaudière, à l'ordinateur et au congélateur, les éléments suivants :

- Reconnaissance par A du traitement des incidents par la mise en place d'un changement de schéma d'exploitation et d'une campagne d'élagage sur le départ du réseau moyenne tension.

La généralisation des désordres d'alimentation électrique à 3 communes, dont celle du C . , lieu de résidence des époux M

L'absence de tout événement de force majeure ou de circonstances exceptionnelles de nature à exonérer A de sa responsabilité



En conséquence le Médiateur National à l'Energie a estimé que la réalité et les conséquences du dommage subi par les époux M étaient en relation causale directe avec les incidents relevés et admis par A dans deux lettres des 27 juillet et 3 novembre 2009 : reconnaissance des incidents et annonce du changement du schéma d'exploitation.

Il a dès lors conclu à une indemnisation de 2282,38 € HT soit 2400 € TTC, déduction faite de l'indemnité versée par l'assureur X ..

Ne pouvant se prévaloir de force majeure ou de circonstances exceptionnelles pour s'exonérer de sa responsabilité, A objecte que les consommateurs ont une obligation de se protéger par tout moyen, notamment un onduleur.

Mais outre que cette obligation n'est pas contractuelle, elle est non fondée dans la mesure où d'une part, l'installation électrique dans le logement des époux M a été réalisée par un technicien qualifié et a été validée par une attestation de conformité versée aux débats et d'autre part, par le constat des agents A le 23 octobre 2009 de l'absence de défauts de l'installation.

La juridiction constate qu' A a manqué à ses obligations telles que définies aux articles 1134 et 1147 du code civil et qu'elle en doit réparation.

A affirme à tort que l'indemnisation retenue par le Médiateur ne tient pas compte de l'intervention de la Compagnie d'assurances des demandeurs, alors que le cabinet G R mandaté par A mentionne le versement par l'assureur des sommes de 235,86 € et 333,91 € intégrées par le Médiateur dans son calcul.

A sera dès lors condamnée à payer à Monsieur et Madame M une somme de 2400 € TTC en réparation de leur préjudice consécutif aux coupures de courant à répétition dont ils ont été victimes avant les interventions nécessaires à leur cessation.

Il leur sera également alloué une somme de 600 € au titre de l'article 700 du CPC.

A qui succombe, sera condamnée aux dépens.

Vu l'ancienneté des faits, l'exécution provisoire sera ordonnée.

PAR CES MOTIFS

Le juge de proximité statuant par jugement contradictoire rendu en dernier ressort, mis à disposition au greffe,

Après avoir pris acte de l'intervention volontaire d' A , venant aux droits d' Y en tant qu'unique responsable de la distribution d'énergie

CONDAMNE la Société A à payer à Monsieur et Madame M la somme de 2400 € TTC en réparation de leur préjudice.

CONDAMNE la Société A à payer à Monsieur et Madame M la somme de 600 € au titre de l'article 700 du CPC.

CONDAMNE la Société A aux dépens

ORDONNE l'exécution provisoire

AINSI JUGE ET PRONONCE LE 21 FEVRIER 2013